

même, si les propositions sont jugées équitables, tout comme le débat, le texte et les motifs invoqués, je pense que nous approuverions tous l'accord.

Quoi qu'il en soit, cette décision ne nous appartient pas. Ce sera à la population de décider au moment du référendum.

Ce n'est que la troisième fois de notre histoire qu'un référendum se tient. Le premier, sur la prohibition, a eu lieu en 1898. L'autre, qui portait sur la circonscription, s'est tenu en 1942.

Ces deux questions ont divisé le pays et, de toute évidence, lorsque les autorités ont décidé de tenir le référendum en octobre prochain, elles étaient conscientes du fait que cet exercice risquait de nous diviser au lieu de nous unir, mais l'avenir le dira et la population tranchera.

Monsieur le Président, je propose que nous passions maintenant à l'étude de la motion qui renferme, en anglais et en français, le libellé de la question référendaire.

[Français]

L'honorable Pierre De Bané: Honorables sénateurs, le présent débat a pour objet d'étudier l'opportunité de consulter le peuple au sujet d'une modification à la Constitution canadienne. Pour ma part, j'ai toujours pensé qu'il faut faire approuver par le peuple toutes modifications à la Constitution parce qu'il s'agit là de changements qui, en général, sont irréversibles et qu'un nouveau gouvernement ainsi que les autres qui vont leur succéder, ne pourront pas modifier par la suite en général. Il s'agit de changements irréversibles et c'est la raison pour laquelle je suis très en faveur que la loi fondamentale du pays ait l'approbation du peuple. C'est comme ça dans bien d'autres pays du monde, qu'il s'agisse de la France, de la Suisse, de l'Australie et de tellement d'autres pays. Les changements à la loi fondamentale doivent être approuvés par ceux qui détiennent l'ultime souveraineté, c'est-à-dire le peuple dans une démocratie.

Et pourtant, je ressens un certain malaise. Ce malaise ne vient pas bien sûr du fait que l'on veuille consulter le peuple, non. Ce malaise vient du fait que ce que j'entends dans mon pays, depuis déjà plusieurs années, est quelque chose d'assez inquiétant. Je l'ai entendu récemment lorsque j'étais membre de la commission qui était co-présidée au début par la députée Mme Dobbie, et par le sénateur Castonguay et par la suite par le sénateur Beaudoin où finalement, ce que les gens nous disaient dans chaque région était: Je ne reçois pas suffisamment du gouvernement central, j'en veux plus. Qu'est-ce que le Canada va faire de plus pour ma province? C'est ça finalement que j'ai entendu. Et j'ai participé avec le sénateur Barootes, qui me fait signe qu'il est d'accord avec mon analyse. Nous avons vu ces égoïsmes se faire de plus en plus stridents au cours de nos réunions. C'est à chaque région, à chaque province qui disaient: Qu'est-ce que je vais recevoir en plus de tout cet exercice-là?

Aujourd'hui, en lisant le journal *La Presse*, je lis ce grand article de mon ami et savant collègue, monsieur le sénateur Beaudoin. Il détaillait les dévolutions de pouvoirs qui sont faites du gouvernement central vers les provinces et singulièrement pour la mienne et la sienne, le Québec, et décrivant les dévolutions en termes de «gains» pour le Québec. C'est ainsi que chaque premier ministre de chaque province vend cette modification constitutionnelle à ses commettants en leur

disant: Voici les «gains» que j'ai été faire à Ottawa, voici les choses que j'ai été arracher au gouvernement central. Je dis que si c'est ça l'esprit, nous nous faisons tous une illusion en pensant que le lendemain de la ratification de ces modifications constitutionnelles, l'unité du pays va être renforcée. Je pense que ce qui se passe depuis une semaine à peine devrait nous ouvrir les yeux. Je vois, par exemple, le premier ministre de ma province dire: J'ai déjà oublié quelques éléments que je voulais réclamer à Charlottetown. Déjà aujourd'hui, je voudrais m'assurer de l'engagement du gouvernement central à l'effet que j'obtiendrai ces dévolutions.

Je pense au premier ministre d'une province, qui n'est pas celui de ma province le Québec, une autre province, qui a déclaré il n'y a pas tellement longtemps: Arrangeons nos affaires pour que jamais les destinées de notre province ne soient sous la coupe du Parlement fédéral. Je dis: Ce n'est pas avec un esprit pareil que nous allons renforcer l'unité de ce pays. J'ai toujours pensé, honorables sénateurs, que si un jour ce pays se désintègre, l'histoire retiendra qu'il s'est désintégré parce que les citoyens de ce pays ne l'auront pas mérité. Finalement, c'est ça la question. Il va falloir non seulement que nous disions tous et chacun d'entre nous: Voici ce que je veux obtenir du gouvernement central mais il est temps que nous disions aussi ce que nous sommes prêts à faire, chacun d'entre nous, pour mériter ce pays.

[Traduction]

Nous devons décider une fois pour toutes non seulement ce que nous voulons arracher à Ottawa, mais aussi ce que chacun d'entre nous va faire pour son pays, pour mériter d'être un Canadien. Voilà ce que nous devons faire. Hélas, il n'en a pas été beaucoup question.

[Français]

Alors il est temps je pense que l'on réalise dans quel pays nous vivons. Ce pays a récemment obtenu le premier rang pour sa qualité de vie dans le monde. Le premier rang, cela veut dire que tous les autres, la Suisse, la France, l'Angleterre, la Suède, le Japon, l'Allemagne, les États-Unis, tous ces pays-là viennent après le Canada. C'est le Canada qui est numéro un. Le Canada qui est déjà la fédération la plus décentralisée dans le monde.

Et je n'entends aucun des leaders, particulièrement au niveau des provinces qui dit: Qu'est-ce que je suis prêt à faire pour mériter ce pays-là, pour habiter de pays-là? Et le fait qu'on est en train de signer des ententes de libre échange avec l'extérieur, avec les pays étrangers, et que l'on est incapable d'avoir ça au Canada, est-ce que cela n'en dit pas assez sur les égoïsmes qui ont cours en ce pays parce que finalement, qu'est-ce que c'est que le fédéralisme sinon la mise en commun de nos solidarités collectives.

Si on n'est pas prêt à faire ça, si les seules modifications constitutionnelles qui nous intéressent c'est de rendre le gouvernement central impuissant pour que finalement les deux provinces les plus peuleuses de gouvernement ce pays chacune à son aise, je me dis finalement que ce n'est comme ça que nous aurons mérité ce pays.

[Traduction]

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs...